


WALID KHALIDI

1948

La première guerre israélo-arabe

Essai traduit de l'arabe
par Farouk Mardam-Bey

Études palestiniennes

 Institut des
Études Palestiniennes

Sindbad
ACTES SUD

NOTE DU TRADUCTEUR

Ce livre a été d'abord publié en mai 1998 sous forme d'articles dans le quotidien arabe de Londres *Al-Hayat*, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la guerre de 1948. L'auteur le destinait au grand public, et c'est pourquoi il y a délibérément adopté un style didactique et ne l'a pas accompagné d'un appareil critique, à l'exception des cartes qui lui ont paru indispensables pour comprendre les plans des opérations militaires et suivre les mouvements des troupes.

Nous avons traduit le livre d'après la version éditée par Dâr Annahar à Beyrouth, en nous contentant d'ajouter en notes les références des ouvrages cités dans le corps du texte. S'agissant des noms de lieux ou de personnes, nous avons évité, dans le même esprit, à de rares exceptions près, de les translittérer suivant le système, même simplifié, en usage chez les arabisants français, préférant les transcrire de la façon la plus courante dans la presse non spécialisée.

F. M.-B.

MYTHES ET RÉALITÉS

Il y a exactement cinquante ans, les événements se sont précipités pour changer de fond en comble le visage de l'Orient et hypothéquer l'avenir du peuple arabe.

En effet, dans la nuit du 14 au 15 mai 1948, le mandat britannique en Palestine prit fin et le Comité exécutif du Conseil du peuple, le Minhelet ha'am, proclama à Tel-Aviv la naissance de l'État d'Israël. Le président américain non élu, Harry Truman, ne mit que onze minutes pour reconnaître le nouvel État, et les armées de cinq pays arabes se dirigèrent vers les frontières internationales de la Palestine en brandissant leur droit consacré par la charte de l'Onu de défendre leur sécurité régionale. Ainsi éclata la première guerre régulière israélo-arabe, celle dont les conséquences furent désignées dans le monde arabe par le mot "Nakba" (Catastrophe), et que les Israéliens et les sionistes nommèrent "guerre d'indépendance".

Comme c'est toujours le cas dans l'histoire des guerres et des révolutions, le récit de chaque protagoniste reflète

les mythes qu'il a tissés pour prouver sa supériorité morale sur l'autre camp. Et comme toujours, le récit mythique du vainqueur en 1948 a occulté celui du vaincu et s'est ancré dans la conscience du monde occidental, le confirmant dans sa vision dépréciative des Arabes.

Afin de permettre aux lecteurs de suivre aisément le cours des événements, et avant d'aborder les deux versions mythiques de la guerre, il convient d'en rappeler les principales étapes :

- la première période d'opérations militaires, du 15 mai au 11 juin 1948
- le premier cessez-le-feu, du 11 juin au 8 juillet 1948
- la deuxième période d'opérations militaires, du 8 au 18 juillet 1948
- le deuxième cessez-le-feu, du 18 juillet 1948 au 5 janvier 1949, durant lequel, contrairement à ce qu'on peut penser, les combats ont fait rage
- les négociations en vue d'un armistice permanent, du 5 janvier, date du début des pourparlers entre l'Égypte et Israël, au 20 juillet 1949, date de la signature de l'accord d'armistice syro-israélien.

*

Selon la version sioniste, l'État hébreu qui venait de naître, et dont la population ne dépassait pas les quelque 650 000 habitants, a été envahi par les armées de cinq pays arabes indépendants, comptant ensemble plus de 40 millions d'habitants et jouissant des capacités bien connues des États, y compris l'armement le plus sophistiqué. Ces

armées étaient fermement soutenues par la Grande-Bretagne, décidée à étouffer le nouveau-né dans son berceau et qui, pour y arriver, leur fournissait des armes à profusion. Mais, malgré tout cela, malgré la supériorité numérique, militaire et économique des Arabes, et en dépit de leur important réseau de relations internationales, le tout jeune État est parvenu non seulement à tenir bon, mais aussi à gagner la guerre haut la main. S'il en a été ainsi, c'est qu'Israël avait pour lui le droit et que ses héroïques soldats s'inspiraient des valeurs morales de la société juive établie en Palestine.

La version mythique arabe la plus courante jusqu'à nos jours prétend, elle, en substance, que les forces sionistes, qui consistaient en bandes terroristes, ont reculé sur tous les fronts durant la première étape de la guerre (15 mai - 11 juin) devant l'avancée victorieuse des armées arabes. L'armée égyptienne est arrivée aux faubourgs sud de Tel-Aviv, l'armée irakienne allait atteindre la mer à l'ouest de Qalqilia et de Tulkarm, la Légion arabe transjordanienne était sur le point d'occuper les faubourgs est de Tel-Aviv. Il ne fallait que quelques jours de plus pour écraser l'ennemi, et c'est alors que de fortes pressions internationales, allant jusqu'aux menaces d'intervention, l'ont sauvé *in extremis* en obligeant les gouvernements arabes à accepter un cessez-le-feu inique.

Mais il y a loin du mythe à la réalité. Et c'est ce que des penseurs arabes, comme Constantine Zureik, Sati' al-Husri, Moussa al-'Alami et Georges Hanna, ont bien compris au lendemain de la Nakba. C'est pourquoi ils ont mis l'accent sur les tares structurelles des sociétés arabes,

y cherchant les véritables raisons de la défaite, mais leurs écrits, bien qu'ils fussent correctement diffusés, ne parvinrent pas à détruire une fois pour toutes cette version mythique de la guerre de 1948.

En vérité, l'entité juive en Palestine n'était pas le nouveau-né à peine balbutiant tel qu'on se plaît à le décrire mais une société moderne industrielle de type occidental, solidement soudée et débordante de vitalité. Elle avait pris naissance au début des années 1880 et s'était enracinée en Palestine durant les trois décennies du mandat britannique. C'était déjà, sans être officiellement reconnu comme tel, un État digne de ce nom, avec une assise sociale cohérente et des moyens économiques, politiques, militaires, culturels, diplomatiques, que ne possédait aucun État arabe. En outre, grâce à l'Organisation sioniste mondiale, cette entité bénéficiait de la solidarité active et des compétences de toutes les communautés juives dans le monde, surtout celle des États-Unis. En 1948, comme nous le verrons, les diasporas juives ont fourni à Israël une aide considérable, lui permettant de conduire la guerre avec efficacité. Quant à la disproportion numérique entre les populations des deux camps, il faut se rappeler l'histoire de la colonisation et la longue domination de pays comptant des dizaines, voire des centaines, de millions d'êtres humains par des pays bien moins peuplés.

Contrairement à la version arabe la plus courante, il n'est pas vrai que les armées arabes étaient sur le point de l'emporter quand on leur a imposé le premier cessez-le-feu. Si les forces transjordanienues, irakiennes et

égyptiennes ont effectivement pénétré assez loin en Palestine, c'était toujours dans des zones habitées exclusivement par des Arabes. Les Égyptiens ont avancé sur deux axes : le premier est la route côtière allant d'Al-'Arish à Rafah, puis à Gaza, Majdal et Isdud, et c'est là justement qu'ils ont été stoppés par la première ligne de défense israélienne, à 35 kilomètres des faubourgs sud de Tel-Aviv; le second est celui qui va du Sinaï à Beersheba, puis à Hébron, Bethléem et aux faubourgs sud de Jérusalem. Or c'est là que se trouvait la principale ligne de défense de Jérusalem-Ouest, qui était tombée dans sa totalité aux mains des forces juives. Les forces irakiennes, elles, ont traversé le Jourdain et pris position dans le grand triangle arabe Jénine-Naplouse-Tulkarm, ainsi qu'à Qalqilia et Ra's al-'Ayn, sans pouvoir avancer plus loin. Les Transjordaniens ont aussi franchi facilement le Jourdain avant de se déployer dans la zone de Ramallah-Latroun, d'où ils dominaient l'entrée de la route de montagne pour Jérusalem. Les Syriens ont essayé de traverser le Jourdain au sud du lac de Tibériade, mais les forces israéliennes postées dans les colonies Degania A et Degania B les ont obligés à se replier vers le nord du lac. Ils ont alors, juste avant le cessez-le-feu, occupé la colonie de Mishmar HaYarden et établi une petite tête de pont à l'ouest du fleuve. En même temps, les Libanais ont repris le village de Malkiyya, à 3 kilomètres de leur frontière.

Durant ces opérations, les Arabes ont certes réussi à reprendre Jérusalem-Est, y compris le quartier juif, et à occuper quelques petites localités juives. Ainsi de Nirim et Yad Mordekhai, proches de l'axe de l'avancée côtière

des forces égyptiennes, ou des sept colonies investies par la Légion arabe, ou encore des colonies Masada et Shaer HaGolan, à l'est du Jourdain et au sud du lac de Tibériade, prises par les Syriens. Mais tout cela ne représentait que douze des trois cents colonies juives. Les grands centres urbains comme Jérusalem-Ouest, Haïfa et Tel-Aviv, sont restés aux mains des forces sionistes, de même que les grandes localités rurales juives telles que Petah Tikva, Rishon LeZion, Rehovot, Nathania, Hadera, Afolah ('Affula), de même que les quatre villes arabes (Tibériade, Jaffa, Saint-Jean-d'Acre et Safad) et la centaine de villages tombés avant le 15 mai. C'est dire que le rapport des forces à la veille du premier cessez-le-feu ne penchait nullement en faveur des Arabes comme le voudrait leur récit mythique des événements.

LA SOCIÉTÉ JUIVE EN 1948

Sur le plan politique, outre son caractère moderne et industriel du type occidental, l'entité juive en Palestine avait à sa tête un dirigeant d'exception, David Ben Gourion. Ce n'était pas un homme politique ordinaire comme il y en a tant, mais une preuve vivante de la capacité d'un individu à changer à lui seul le cours de l'histoire. Il avait soixante-deux ans en 1948, était en pleine possession de ses moyens, influent, vigoureux, et avait surtout une vision claire de son objectif (la fondation d'un État), de la voie royale pour y parvenir (la force militaire) et de ce qu'elle impliquait sur l'échelle des

priorités. Sa vision globale des choses ne l'empêchait pas de s'intéresser aux plus petits détails, et, tout en étant disposé à écouter les conseils avisés, tout en s'entourant des meilleures compétences, il n'hésitait pas à trancher, avec audace et détermination. Intelligent, rusé, il incarnait le chef de guerre dont les peuples ont le plus grand besoin dans les moments décisifs de leur histoire.

Quand la guerre de 1948 fut déclarée, Israël n'était pas, loin de là, un orphelin abandonné à son sort. Ses trois "accoucheuses", les États-Unis à sa droite, l'Union soviétique à sa gauche et l'Onu, le couvaient tendrement. Dès que les armées arabes s'étaient rapprochées des frontières internationales de la Palestine, elles s'empresèrent de condamner les pays arabes et de les menacer de sanctions. Aucune d'elles n'avait froncé les sourcils lors de l'envahissement par la Haganah et les terroristes de l'Irgoun et du groupe Stern, durant les quelques semaines précédant le 15 mai, de dizaines de villes et de villages palestiniens. Les États-Unis reconnurent l'État d'Israël onze minutes seulement après sa proclamation, suivis par le Guatemala et la Suède (le 16 mai), l'Union soviétique (le 17 mai), la Pologne, l'Uruguay et le Nicaragua (le 18 mai), la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie (le 19 mai), l'Afrique du Sud (le 24 mai), la Hongrie (le 1^{er} juin), la Finlande (le 11 juin), la Roumanie (le 12 juin), et ainsi de suite. Le président Truman accueillit le dirigeant sioniste Chaïm Weizmann à la Maison-Blanche le 25 mai, et ils discutèrent entre autres d'un prêt américain à Israël de 100 millions de dollars. Des membres du Congrès menacèrent la Grande-Bretagne de l'exclure du plan Marshall,

prétextant la présence d'officiers britanniques dans les rangs de l'armée transjordanienne. Selon le sociologue américain Samuel Halperin, les communautés juives américaines dotèrent Israël en 1948 de 120 millions de dollars, et une organisation fut créée, le Mahal, dont le but était de recruter dans le monde entier des experts militaires juifs et de les expédier en Israël. L'Encyclopédie sioniste précise que parmi les 3 000 volontaires recrutés en Grande-Bretagne, en France, aux États-Unis et en Afrique du Sud, il y avait de nombreux officiers supérieurs ayant combattu sur divers fronts durant la Seconde Guerre mondiale et qu'ils apportèrent "un trésor de savoir militaire". Ils jouèrent un rôle important dans l'armée de l'air israélienne, comme commandants de la plupart des avions de combat et des bombardiers, mais aussi dans l'artillerie et la marine. L'un d'eux fut même chef d'état-major. Une autre organisation, le Gahal, vit aussi le jour simultanément afin d'enrôler dans l'armée israélienne de jeunes rescapés du génocide nazi. Une historienne israélienne, Hanna T. Yablonka, estime leur nombre à 22 300, dont 4 700 arrivèrent en Israël entre mars et juin 1948, les autres au cours des mois suivants, avant d'ajouter qu'ils furent placés en première ligne parce qu'ils ne parlaient pas l'hébreu¹.

À l'instigation de Moscou, la Tchécoslovaquie ouvrit grand les portes de ses fameuses usines d'armement Skoda devant les émissaires de Ben Gourion, qui purent y acquérir tout ce dont l'armée israélienne avait besoin, en payant leurs achats en dollars récoltés aux États-Unis, devise extrêmement rare à l'époque. Aux États-Unis, en

même temps, on tolérait le trafic d'armes américaines au bénéfice d'Israël, comme celui qui porta sur trois avions Constellation (quatre turbos) et dix C-46. C'était illégal, mais, comme l'atteste *L'Histoire de la guerre d'indépendance*, les juges et les jurés faisaient montre d'une grande mansuétude à l'égard des trafiquants quand ils étaient arrêtés et déférés devant les tribunaux².

Sur le plan proprement militaire, il faut se rappeler que la Haganah est parvenue avant le 15 mai à occuper les villes et les villages palestiniens que nous avons déjà mentionnés et à épurer ses arrières de toute présence palestinienne, ce qui lui permit de les "sécuriser" et de se concentrer sur ses opérations offensives ou défensives dans les autres zones de combat. Elle contrôlait en outre le littoral, avec tous ses ports, pouvant ainsi accueillir les aides extérieures en hommes et en armes, d'autant plus que l'aviation et la marine arabes étaient extrêmement faibles. Les forces britanniques sont restées jusqu'au mois d'août, c'est-à-dire au-delà de la fin officielle du mandat, à proximité de la ville de Haïfa, le plus important port de Palestine et débouché de l'oléoduc du pétrole irakien, comme pour signifier aux Arabes qu'ils ne devaient pas s'en approcher. Aussi, quand des avions égyptiens survolèrent fin mai un aérodrome britannique près de Haïfa, deux d'entre eux furent abattus par l'aviation britannique, et deux endommagés. Ajoutons que les forces israéliennes étaient très mobiles, elles pouvaient avec autant de rapidité avancer vers n'importe quel front ou se replier sur leurs bases, car elles bénéficiaient de voies de communication internes en excellent état, et

que ces bases se trouvaient de toute façon à courte distance des premières lignes. Les colonies étaient pour la plupart soumises à une direction centralisée dans leurs affaires administratives, économiques, politiques et sécuritaires, et plusieurs servaient de bases pour la Haganah et le Palmach, entourées de tranchées, de tours de contrôle, de champs de mines et de barbelés. Enfin, il existait une industrie militaire très active qui a produit, rien qu'entre octobre 1947 et fin mai 1948, exactement 10 404 mitraillettes (Sten Gun), deux millions de balles pour les charger, 77 000 grenades, 31 mortiers (3 pouces), 130 000 obus, 31 000 mines et 48 canons antichars – pas moins de 600 durant les quatre mois suivants³.

LA PARTIE ARABE

Du côté arabe, la situation était à l'extrême opposé : pas de direction politique unifiée, donc pas de vision claire des objectifs à atteindre, ni de coordination militaire, ni donc de complémentarité dans les opérations sur le terrain. De ce fait, celles-ci tournaient court et n'aboutissaient à rien de durable.

Pis encore : les pays arabes n'étaient même pas liés par une véritable alliance. Quand des alliés, comme l'Union soviétique et les pays occidentaux durant la Seconde Guerre mondiale, visent en commun un même objectif, ils sont en mesure de l'atteindre quelles que soient par ailleurs leurs divergences politiques et idéologiques. Or en 1948, chacun des pays arabes belligérants avait sa

propre vision de la guerre et poursuivait un but qui ne pouvait convenir aux autres. En se référant à un célèbre vers du poète arabe classique Abû Tammâm, on peut dire que les dirigeants arabes ont oublié que dans les guerres, c'est le fil de l'épée, et lui seul, qui tranche.

Cette absence de vision claire et d'objectif commun à tous les pays arabes explique leurs insuffisances flagrantes dans les préparatifs de guerre. Encore une fois, contrairement aux deux versions mythiques, sioniste et arabe, les effectifs engagés dans les combats étaient bien plus nombreux du côté israélien. Nous détaillerons ce point ultérieurement. Les chefs militaires, rendons-leur justice, le savaient bien et s'en plaignaient. Au cours de la première réunion des chefs d'état-major des armées arabes, tenue à Amman le 30 avril 1948 (donc deux semaines avant la fin du mandat britannique, ce qui est en soi une preuve criante du manque de sérieux évoqué plus haut), le général irakien Ismail Safwat, qui présidait la commission militaire de la Ligue arabe et, en tant que tel, supervisait les préparatifs de guerre, fit à ce propos un exposé inquiétant⁴. Au terme de leurs discussions, les participants conclurent à l'unanimité qu'il fallait pour l'emporter sur les forces sionistes mobiliser au moins six divisions, disciplinées et bien armées, et disposer de six escadres de bombardiers et d'avions de chasse (soit 72 avions). Ces forces devraient en outre, obligatoirement, être dotées d'un commandement unifié agissant selon une stratégie rigoureuse.

Le général de division Salih Sa'ib al-Juburi, qui était à l'époque le chef d'état-major de l'armée irakienne,

rapporte dans ses Mémoires ce qui suit : “Nous nous sommes ensuite réunis avec les dirigeants politiques et nous leur avons dressé un tableau de la situation telle qu’elle avait été décrite par les représentants des différentes armées arabes. Puis nous leur avons parlé des moyens dont nous avons besoin pour accomplir notre mission. Ils ont répondu que nous exagérons et que nous surestimons les capacités militaires des sionistes. Nous avons alors expliqué pourquoi le rapport de force rendait nécessaires [les effectifs et l’armement que nous demandions], qu’il était impossible de mener des opérations offensives efficaces sans avoir réuni ces moyens, que le temps ne jouait pas en notre faveur, que l’ennemi se renforçait jour après jour et que nous devons agir rapidement afin d’obtenir des résultats significatifs. L’un des responsables de politique générale répondit que nous aurions à combattre quelques jours seulement, après quoi l’Onu interviendrait, les combats prendraient fin et le conflit serait réglé politiquement. Un militaire rétorqua que celui qui se propose de faire la guerre devrait penser à toutes les éventualités et ne pas compter uniquement sur d’hypothétiques interventions politiques. Que ferions-nous si l’Onu n’intervenait pas ? Et qui nous dit qu’elle interviendrait en notre faveur ? Prenons donc en considération la pire des éventualités et mobilisons toutes nos forces pour entrer en guerre dès le 15 mai. La réunion avec les dirigeants politiques n’aboutit qu’à cette décision : nous devons nous contenter des forces disponibles et tenir bon jusqu’à la mobilisation progressive de nouveaux effectifs⁵.”